

« Une politique dangereuse »

Marie-Claire Caloz-Tschopp, professeure de philosophie à Paris, Lausanne, Genève et Louvain, analyse comment la société suisse en est arrivée à mettre des gens à l'aide d'urgence. Propos recueillis par Manon Schick



Marie-Claire Caloz-Tschopp : « Notre culture politique pose comme légitime une différence « naturelle » entre les nationaux et les étrangers. »

▷ **AMNESTY** : Depuis l'entrée en vigueur de la révision de la Loi sur l'asile, des milliers de gens sont placés à l'aide d'urgence, c'est-à-dire juste avec un toit sur la tête et un bon pour s'acheter un peu de nourriture. Comment qualifiez-vous l'attitude de la Suisse vis-à-vis de ces personnes ?

◁ **Marie-Claire Caloz-Tschopp** : Ce n'est pas la Suisse, ce sont ceux qui ont voté la loi et les autorités qui l'appliquent. La Suisse n'est pas homogène, il n'y a pas de consensus, et des gens ont voté contre cette loi.

▷ Alors comment qualifiez-vous l'attitude des autorités ?

◁ Quel problème de fond pose l'aide d'urgence ? C'est un déni et un refus des droits fondamentaux et des droits constitutionnels. C'est donc une remise en cause du contrat politique traduit dans une Constitution commune qui fait que les Suisses peuvent vivre ensemble. Ce n'est pas la première attaque des acquis de la Constitution suisse. Il ne faut pas banaliser ces attaques contre nos références et nos valeurs.

▷ Vous citez la Constitution, qui dit justement dans son préambule que « la force de la communauté se mesure au bien-

être du plus faible de ses membres ». Que peut-on dire alors sur la force de la communauté suisse ?

◁ De mon point de vue, c'est une question extrêmement grave. On est en train de détruire notre communauté politique depuis les années 1980, pour la période récente de notre histoire. Le processus va en s'accéléralant. Notre culture politique pose, comme légitime une différence « naturelle » entre les nationaux et les étrangers : c'est une forme de xénophobie, qui fait qu'on trouve naturel que quelqu'un qui n'a pas le passeport suisse n'ait pas les mêmes droits que quelqu'un qui le possède. La politique de fermeture, basée sur l'idéologie de l'« Überfremdung » (« surpopulation étrangère »), est complètement banalisée et renforcée par un racisme d'Etat et de société. Elle est injuste pour les étrangers. Elle est dangereuse pour nous. Elle attaque les bases de notre communauté politique où l'on vit ensemble plutôt que de se faire la guerre.

▷ Petit à petit s'est instauré un discours qui fait qu'on considère aujourd'hui comme normal de faire le tri entre les migrant-e-s...

◁ Le tri se fait entre les Suisses et les étrangers, entre les migrants, entre les handicapés et les non-handicapés, entre les travailleurs et les chômeurs, entre les travailleurs précaires, etc. C'est une logique non seulement d'exclusion mais d'expulsion qui est à l'œuvre, et c'est cela qui est dangereux. Plutôt que de chercher à construire la justice, la réciprocité, les devoirs et les droits, un tel projet politique veut instaurer une logique de guerre qui est derrière la négation du contrat politique du vivre ensemble. En Suisse, on ne voit pas le danger. En ex-Yougoslavie, au Liberia, en Colombie, les gens font l'expérience de vivre dans un pays où il n'y a plus d'Etat, plus de droits. Où la violence est omniprésente. Elle est dangereuse pour l'ensemble de la communauté et non seulement pour les plus démunis. Quand je refuse l'aide d'urgence, je ne me bats pas pour moi-même, je me bats pour le pays dans lequel je vis et je cohabite avec beaucoup de monde, dont les « étrangers ». Je défends une certaine conception du contrat politique en Suisse : j'accepte le conflit qui fait partie d'une démocratie vivante, mais je n'ai pas envie de vivre ni dans une dictature, ni dans un pays où tout le monde est en guerre contre tout le monde.

